

Le Dauphiné Libéré du
24 mai 2011

POLITIQUE Hier, lors du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de Grenoble

La baisse de la dette municipale, vedette d'un soir

L'examen d'un compte administratif pour un conseil municipal, c'est comme regarder en détail une photographie des dépenses passées de la ville administrée. Et hier les élus grenoblois ont revêcu en chiffres et en graphiques l'exercice 2010, arrêté au 31 décembre dernier. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le flash-back semblait plutôt plaisant, enfin du moins à la majorité municipale. Le premier adjoint, qui l'est aussi aux Finances (jusqu'à sa prochaine et annoncée "mutation" à la Politique de la Ville), Jérôme Safar n'a en effet pas caché sa satisfaction en répétant à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'un « bon compte administratif. » Pourquoi ? D'après lui, la Ville a su « bâtir et se tenir à un budget volontariste en 2010, avec une belle part donnée à l'investissement, tout en confirmant un soutien appuyé à la solidarité via le CCAS. » Et s'il a déploré (encore une fois) « le désengagement de l'État », mais aussi ceux, par rebonds, du Département et de la Région, l'élu a voulu d'abord mettre en avant « la capacité de la Ville à gérer sa dette ». Une capacité qui assoit, selon lui, ses choix d'investissement et de solidarité sur « une vraie solidarité. » Car, oui, c'est la première fois depuis 2008 que Grenoble

a pu se désendetter. Enfin un peu. Près de deux millions d'euros.

«Les transferts de charges à la Métro »

Qu'a alors répondu l'opposition de droite qui, les années passées, avait justement centré son argumentaire sur l'endettement grenoblois ? L'UMP Matthieu Chamussy ne s'est pas laissé décourager et a attaqué (encore une fois) sur les dépenses du personnel administratif. Et a appelé à une *dépyramidation* de l'organigramme des agents municipaux, afin qu'il y ait moins de cadres et plus de personnels sur le terrain. Il a aussi souligné, sans oublier au passage de flatter la politique gouvernementale, les signes de reprise économique que donnait ce compte administratif. La hausse des droits de mutation, qui atteint presque son niveau d'avant la crise, est pour lui significative de la croissance revenue. Quant à l'argument de la dette, il ne l'a pas tout à fait lâché puisqu'il a évoqué « les transferts de charges sur la Métro » et bien sûr la hausse de fiscalité décidée par la majorité en début de mandat. Un dernier argument partagé avec l'opposition écologiste. Hakim Sabri a pointé des « chiffres en baisse



Le communiste Patrice Voir, l'écologiste Hakim Sabri, le premier adjoint aux Finances Jérôme Safar l'UMP Matthieu Chamussy et l'adjointe Laure Masson sont intervenus lors de l'examen du compte administratif 2010. Le DU/Christophe AGOSTINIS

sur l'investissement », preuve pour lui que la majorité aurait « pu diminuer les taux d'imposition. » Et, ah oui, il a ciblé (lui aussi encore une fois) l'augmentation du budget fêtes-et-cérémonies.

Ève MOULINIER